



Un mois de mai hors du commun historique, fécond et prometteur



La Grande histoire des hommes, des peuples et des nations se confond avec leur RESISTANCE : combat contre l'esclavage, la colonisation, la barbarie fasciste, la répression, refus de la guerre et de la misère, ardente volonté de vivre indépendants, libres, heureux, sans la peur du lendemain.

Une date symbole incontestée grave le marbre de nos calendriers universels : le **1^{er} Mai**, la Fête des Travailleurs du monde entier.

Voici 100 ans, peu avant la 1^{ère} révolution russe qui obligea le tsar à reculer, Lénine écrivait de Genève un tract dédié à cette journée :

"Les ouvriers célèbrent leur éveil à la lumière et au savoir, leur alliance en une seule union fraternelle, pour lutter contre toute oppression, contre tous les abus, contre toute exploitation, pour une organisation socialiste de la société. Tous ceux qui travaillent, qui nourrissent de leur labeur les gens riches et puissants, qui passent leur vie à accomplir un travail au-dessus de leurs forces pour un salaire misérable, qui ne jouissent jamais des fruits de leur peine, qui vivent comme des bêtes de somme au milieu du luxe et de l'éclat de notre civilisation, tous se tendent les mains dans la lutte pour la libération et le bonheur des ouvriers. A bas l'inimitié entre les ouvriers de différentes nationalités ou de différentes religions ! Une telle hostilité sert seulement les pillards et les tyrans qui vivent de l'ignorance et de la division du prolétariat. Juifs et Chrétiens, (ajouter Musulmans ndr) Arméniens et Tatares, Polonais et Russes, Finlandais et Suédois, Lettons et Allemands,... tous, tous marchent ensem-

ble sous l'emblème commun du socialisme. TOUS LES OUVRIERS SONT FRÈRES, et leur union solide est le seul garant du bien-être et du bonheur de toute l'humanité laborieuse et opprimée. Le premier Mai, cette alliance des ouvriers de tous les pays, cette internationale passe en revue ses forces et serre les rangs pour une lutte nouvelle, inlassable, inflexible, pour la liberté, l'égalité et la fraternité..."

Ce numéro de Chantiers consacre une bonne part de ses pages aux **anniversaires et rendez-vous historiques de mai 2005 : fêtes, célébrations, mobilisations.**

Leur mise en perspective, leur imbrication montrent à la fois toute la symbolique et les paradoxes de leur actualité. Pour hier, aujourd'hui et demain.

C'est aussi, l'occasion de rappeler à la mémoire quelques vérités falsifiées ou sciemment occultées. Pour reprendre un vieil adage révolutionnaire : **détruire un mensonge, c'est aussi prendre un canon à l'ennemi !**

30 avril 1975 : La libération de Saïgon par les chars de L'Armée Populaire du Nord Vietnam et les maquisards Viêt-Congs ouvre enfin la voie à la réunification du Vietnam, après plus de 100

années de protectorat, d'occupations et de guerres japonaise, française puis américaine.

2 mai 1945 : L'Armée Rouge écrase l'hydre hitlérienne à Berlin, le drapeau soviétique flotte sur les ruines du Reichstag, ce parlement « démocratiquement élu » qui voulait instaurer en Europe et pour mille ans un « ordre nouveau ». La victoire définitive sur la bête immonde aurait pu ne pas être obtenue, et le monde être aujourd'hui tout autre...



Berlin, Victoire des soviétiques contre le III^{ème} Reich

8 mai 1945 : La Wehrmacht capitule. C'est la Victoire des Armées alliées, des Partisans et Résistants sur le fascisme, qui de l'Atlantique à l'Oural a mis l'Europe à feu et à sang : génocide, extermination,





déportation, internement de millions de personnes dans les camps de concentration, exécutions massives des populations civiles, travaux forcés pour des millions de travailleurs au bénéfice de l'économie allemande, villes transformées en ruines, économies dévastées,...

mai 1945, le même jour, à Sétif : Des nationalistes algériens organisent un défilé, drapeaux alliés en tête. Une manière de rappeler que 114 000 « musulmans » et « indigènes » ont aussi pris part à cette victoire. Soudain, un drapeau algérien et des pancartes sont déployés, proclamant « Vive l'Algérie libre et indépendante » « A bas le colonialisme ». Les manifestants pensent que ce 8 mai annonce l'ouverture d'une nouvelle ère : celle de la liberté, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ils rencontreront pour solde de tout compte les mitrailleuses de l'armée française! Mêmes scénarios à Guelma, Kherrata, les émeutes se propagent à tout le Nord-Constantinois. S'en suit une féroce répression - avec usage de chars et d'avions - faisant des dizaines de milliers de morts.

8 mai 2005 : 60 ans après, un autre défilé. Les « indigènes de la République » marchent dans les rues de Paris. Ascendants d'esclaves et de déportés africains, filles et fils de colonisés et d'immigrés, Français et non-Français vivant en France, militant(e)s engagé(e)s dans les luttes contre l'oppression et les discriminations produites par la République post-coloniale - tous ensemble -

se mobilisent pour rappeler que la France a été et reste un Etat colonial, pour dénoncer le statut de sous-humanité réservé aux populations issues de la colonisation.

29 mai 2005 : Référendum. Tous aux urnes ! S'abstenir, c'est laisser faire ! L'EUROCONSTITUTION passera ou PASSERA PAS ? Si le OUI l'emporte, la désespérance sociale grandira, tout empirera, bonjour les dégâts ! Si le NON l'emporte, un coup d'arrêt historique sera enfin porté à l'Union Européenne, cette machine de guerre invisible qui broie les peuples et les nations, ce rouleau compresseur qui lamine nos vies et nos emplois, cette arme de destruction massive de tous nos acquis sociaux.

Pour gagner, être assurément majoritaire, le NON n'a pas d'autre alternative, d'autre dynamique que d'être populaire et pluriel. Comme dans les combats, dès 1941, du Front national de la Résistance, face au parti de l'étranger, l'union la plus large, sans exclusive (sauf le fasciste Le Pen), sans sectarisme des républicains, des démocrates, des progressistes, partisans du NON est la clé de voûte de la victoire.

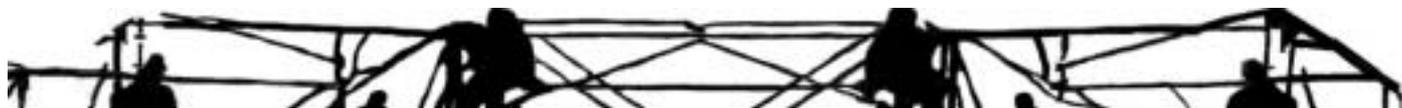
Aujourd'hui, une majorité de nos concitoyens, travailleurs, producteurs des villes et des campagnes ne sont plus disposés à laisser faire indéfiniment ce qui va à l'encontre de leurs intérêts vitaux. Ils l'ont manifesté dans les derniers scrutins nationaux et les mobilisations syndicales du printemps. Ils sont de plus en plus nombreux à faire le lien entre construction Européenne, politiques des gouvernements maastrichtiens et la détérioration de leurs conditions de vie et d'existence. Tout indique qu'ils sont méfiants et croient de moins en moins au paradis Européen.

Pour la première fois depuis très longtemps, ils vont pouvoir faire entendre leur colère. **La victoire du NON** aura valeur de **verdict populaire**, sans appel, signifiera la confiance collective retrouvée. Et par cette victoire de millions de « moutons noirs », la preuve établie qu'il est possible et nécessaire de quitter un bloc impérialiste pour devenir maîtres de son destin. La lutte pour l'indépendance nationale n'a rien de ringard et de révolu, elle est révolutionnaire !



La coordination communiste dans le cortège du 1^{er} mai à Lille





La victoire du NON : une étape incontournable...

La Coordination Communiste est résolument engagée dans la campagne pour la victoire du NON. Cet engagement se décompose sur trois domaines d'intervention :

- *La campagne propre de la coordination,*
- *L'engagement unitaire avec les différents groupes de la reconstruction communiste,*
- *L'engagement unitaire dans tout le camp du NON (excepté les fascistes)*

La campagne propre de la coordination communiste :

Plusieurs tracts et deux affiches, un argumentaire, plus le journal « Chantiers ». La présence remarquée et nombreuse de la Coordination Communiste avec ses propres slogans dans la manifestation du 1^{er} mai

La campagne unitaire avec les différents groupes de la reconstruction communiste :

Dans ce domaine, nous sommes engagés à plusieurs niveaux pour faire entendre l'identité communiste dans cette campagne.

au niveau local, au travers du **Comité Communiste pour le NON** de Roubaix, Lille et environs.

au niveau national, dans le cadre d'un **Meeting National pour le NON**, à Paris le 5 mai à l'appel du Collectif *Militant Communiste*, la *Coordination Communiste*, le *Parti Communiste des Ouvriers de France*, le *Pôle Renaissance Communiste en France*, l'*Union des Révolutionnaires Communiste de France*.



Le Comité Villeneuvois pour le NON

La campagne unitaire dans le camp du NON :

La Coordination Communiste est actuellement engagée dans le Comité Unitaire Régional, le Comité Villeneuvois pour un Non citoyen et progressiste, le Comité Unitaire de Lille, celui de Tourcoing et le tout récent comité d'Arras. Elle participe au meeting commun du Comité unitaire de Lille, le 10 mai. Elle organise en commun avec le Comité Villeneuvois une grande fête pour le NON, le 14 mai. Elle est présente le 21 mai, au rassemblement régional pour le NON organisé conjointement par le PCF et le Comité Unitaire Régional.

Dans les différents comités unitaires, les militants de la coordination y côtoient des partenaires avec qui le reste du temps ils ne partagent pas toujours des aspirations et des objectifs communs. Certains diront que la coordination y perd son âme. Qu'en est-il réellement

La Coordination Communiste a pris position contre la construction européenne,

son bilan social et son cinquantenaire d'austérité et de restrictions pour les salariés, les chômeurs, les retraités. Elle a une position : la France doit quitter l'Union Européenne, cette construction impérialiste contre les Etats et les Nations. Cette revendication, nous le savons, n'est pas forcément partagée par beaucoup de monde. La Coordination Communiste défend ce point de vue, et aucun argument d'actualité dans cette campagne n'est venu nous convaincre de renoncer à cette position.

Pourtant s'arc-bouter sur cette revendication et obliger tout le monde à se ranger à cette position, nous conduirait à nous isoler, à provoquer le rejet. La réalisation de notre revendication a beaucoup plus de possibilités d'aboutir en cas d'une victoire du NON que dans le triomphe du OUI. C'est à partir de cet objectif que la Coordination Communiste s'est rangée résolument dans le camp du NON et apportera toutes ses forces dans cette bataille.

Les différents gouvernements européens libéro-sociaux, socio-libéraux ou socio-démocrates servent fidèlement les intérêts du Capital multinational, ils défendent l'économie de marché qui n'est que le pillage par une minorité, des richesses créées par l'immense majorité des autres. Cette injustice, aujourd'hui ils veulent la rendre inattaquable, immuable. Ils veulent faire du libéralisme l'unique moyen de gérer « leurs affaires ». Ceux-là se retrouvent dans le camp du OUI.



La campagne bat son plein, les collages aussi...





Paris, 5 mai 2005, au bureau du meeting unitaire pour la victoire du NON, de g. à d.: B.Morand (Militant Communiste), C. Pierret (PCOF), M. Decourcelles (CC 59/62), J.L. Sallé (URCF) et G.Gastaud (PRCF)

D'autres revendiquant l'Europe Sociale nous laissent à penser qu'il suffirait de quelques idées généreuses pour que spontanément les peuples d'Europe ouvrent le chemin d'une politique économique commune basée sur le respect des besoins de chacun. Leur Europe Sociale, ils l'entendent aussi dans une économie de marché basée sur le respect de la propriété privée des moyens de production, donc marquée par l'exploitation capitaliste. Ils nous conduisent, quelquefois naïvement ou par renoncement, vers une impasse et une illusion. Ceux-ci se retrouvent dans le camp du NON.

Pourtant, la Coordination Communiste refuse de rejeter dos à dos ces deux camps parce qu'ils préservent la société que nous nous sommes donnés l'objectif d'abattre. Par contre, c'est l'urgence du moment de s'opposer à cette constitution européenne qui entend nous faire approuver « leur légitimité » à nous exploiter et à nous interdire l'idée même de penser autrement.

Mais quel que soit le résultat du 29 mai, la Coordination sait qu'il lui faudra continuer à argumenter pour faire prendre conscience au plus grand nombre que la construction européenne, restera et demeurera réactionnaire. Par contre, nous avons la conviction qu'une victoire du NON, aura le mérite d'apporter des encouragements aux milieux populaires et ouvriers, et provisoirement la défaite et la déprime dans le camp des exploités. Le changement auquel nous aspirons nécessite des luttes importantes dans les entreprises et nous savons qu'elles ont plus de chance de se mener si le moral et l'esprit de conquête réapparaissent dans le camp des salariés.

Le cortège du 1^{er} mai à Lille



16 mai 2005 : Résistance citoyenne dans toute la France !



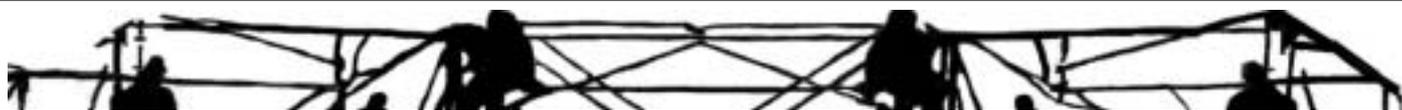
De toutes les communes, les entreprises, les familles, un cri unanime retentit : « Touche pas à mon Lundi de Pentecôte ! La taxe Raffarin ne passera pas ! » Dans un bel élan unitaire, CGT, CFDT, FO, UNSA, FSU et CFTC appellent à la mobilisation, à l'action et à la grève. A bien regarder, c'est ni plus ni moins le retour de la corvée, ce travail gratuit qui était dû par le serf paysan au seigneur ou au roi. C'est la réinstauration du « travail forcé » : obligation du travail sans contrepartie de rémunération. Si Coluche a inventé les Restos du Cœur, le 1^{er} ministre invente l'Arnaque du Cœur ! Toujours les mêmes qui doivent casquer. De l'argent pour les personnes âgées, on peut en trouver en réduisant les budgets militaires onéreux, en ponctionnant les stock-options des grands patrons !

60^{ème} anniversaire de la fin de la Seconde Guerre Mondiale 8 MAI 1945 : La victoire des peuples sur le fascisme

Le 8 mai 1945 à minuit, dans la banlieue berlinoise de Karlshorst, le feld-maréchal Keitel, le général Stumpff et l'amiral Von Friedeburg signaient l'acte de capitulation inconditionnelle de l'Allemagne hitlérienne. A Berlin, la fusillade s'était tue. Le 9 mai, elle se tut à Prague où le dernier groupelement hitlérien déposa les armes. Ainsi s'achevait la terrible épreuve que les éléments les plus réactionnaires et les plus chauvins du capitalisme financier allemand - qui avaient pris le pouvoir avec Hitler en 1933 - venaient d'imposer aux peuples dans leur tentative de conquête mondiale. Une tentative qui aura coûté 40 millions de vies humaines en Europe !

Le rôle décisif de l'Union Soviétique dans la Victoire.

Le 9 mai - c'est d'ailleurs ce jour-là qui était retenu en URSS comme jour de la Victoire - fut le dernier jour, le 1418^{ème} de la grande guerre patriotique des peuples d'Union Soviétique contre l'agresseur hitlérien. Une guerre où se joua l'essentiel de la Seconde Guerre Mondiale, ce qu'ont tendance à passer sous silence les propagandistes anticommunistes. Les chiffres sont pourtant éloquentes :
- sur les 783 divisions de l'Allemagne fasciste et de ses alliés qui participèrent aux combats sur les différents fronts de la Seconde Guerre



Plus de métal... pour plus de défense. 1941

Mondiale, 607 furent anéanties sur le front germano-soviétique ;

- sur le front germano-soviétique, l'Allemagne fasciste perdit 77 000 avions (70%), 48 000 chars et canons d'assaut (75%), 167 000 pièces d'artillerie (74%) ;

- même après le débarquement allié en Normandie, l'Allemagne ne mobilisait que 60 divisions sur le front de l'Ouest (France et Italie) pendant que 235 divisions continuaient les combats les plus farouches sur le front de l'Est ;

- les peuples d'Union Soviétique ont payé le plus lourd tribut dans cette guerre, avec environ 26 millions de morts (1 soviétique sur 7!).

Ce rôle décisif de l'URSS était évident pour tous à l'époque. Le *New York Herald Tribune* écrivait en juin 45: « L'Armée Rouge a été de fait l'armée qui a libéré l'Europe et la moitié de notre planète en ce sens que sans elle, et sans les immenses sacrifices consentis par le peuple russe, la libération du joug cruel du nazisme aurait été tout simplement impossible ». Propos qui font écho à ceux du Président des Etats-Unis Roosevelt - « Il m'est difficile d'ignorer ce simple fait que les Russes tuent plus de soldats ennemis et détruisent plus d'armement ennemi que tous les autres 25 Etats des Nations Unies pris ensemble » - ou



La transformation des "Fritz". 1943 (après la victoire de Stalingrad)

ceux de De Gaulle : « Les Français savent ce qu'a fait la Russie soviétique et ils savent que c'est elle qui a joué le rôle principal dans leur libération ».

L'aide limitée des alliés occidentaux

Evidemment l'URSS n'a pas gagné seule et l'Etat soviétique a constamment cherché à maintenir l'alliance avec les démocraties occidentales, une alliance qui s'était imposée à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, qui auraient préféré laisser s'épuiser seule l'URSS contre l'Allemagne.

Mais il faut dire que cette aide restait modeste. Si des arrangements permirent ainsi à l'URSS de recevoir des fournitures anglaises et américaines, la part des moyens de guerre fournis par les alliés pendant le conflit ne constitua que 4% environ des moyens fournis par l'industrie nationale soviétique.

Par ailleurs l'ouverture du « Second Front » - c'est-à-dire l'ouverture d'un front à l'Ouest par les troupes américaines et anglaises pour soulager le front de l'Est - ne fit qu'être retardée. Or l'existence de deux fronts équivalents en Europe aurait permis d'épuiser plus rapidement les forces du bloc fasciste. Cela aurait évité des pertes en vies humaines et rapproché le terme du conflit. Les alliés avaient promis solennellement à Staline l'ouverture de ce second front en 1942. Ils en avaient les moyens humains et militaires. Mais ils repoussaient sans cesse l'échéance. Les milieux dirigeants des USA et de la Grande-Bretagne se décidèrent en 1944 quand il leur apparut clairement que l'URSS pouvait par ses propres moyens non seulement chasser l'envahisseur fasciste de son territoire mais aussi libérer les peuples asservis et achever seul l'écrasement des armées hitlériennes.

Le 8 mai 1945 : le début d'un demi-siècle de paix

Les résultats de la Victoire ont profondément influé sur tout le développement mondial. Des conditions favorables ont été créées à la lutte des peuples pour leur libération nationale et sociale du joug de l'impérialisme.

Les positions du mouvement ouvrier et démocratique se sont renforcées. Les conférences inter-alliées de Téhéran et de Yalta avant même la fin de la guerre ont posé les bases d'un système de sécurité collective, qui aboutit notamment à la création de l'ONU.

Cependant, les fusils étaient à peine refroidis que les impérialistes déclenchaient la « guerre froide » contre l'Union Soviétique.

Dès mars 1945, Churchill ordonnait à ses chefs d'état-major de préparer une opération contre l'Union soviétique engageant les forces de la Grande-Bretagne, des États-Unis, du Canada, du Corps expéditionnaire polonais et des... Allemands. Les Britanniques disposaient de dix divisions allemandes qui s'étaient rendues de leur plein gré aux alliés occidentaux à l'étape finale de la guerre. Désarmées formellement mais non dissoutes, ces divisions s'entraînaient tous les jours dans le Schleswig-Holstein. Le début de la nouvelle guerre était fixé au 1^{er} juillet 1945.



Après le 8 mai, en regagnant les États-Unis après la conférence de Potsdam, Truman a donné à Eisenhower l'ordre de préparer le plan Totality, plan de guerre nucléaire contre l'Union soviétique. La première version de ce plan était déjà prête en décembre 1945. Il est vrai que les Américains n'avaient perdu que 300 000 hommes dans la





Mai 1945. Berlin : la route est enfin libre pour la paix, l'amitié et la fraternité entre les peuples.



Seconde Guerre Mondiale, n'avait pas connu la guerre sur leur sol, et n'était pas à une guerre de plus !

Ces plans ont échoué, l'URSS – et ses alliés du camp socialiste – ayant su dissuader les impérialistes de se lancer dans une nouvelle folie meurtrière. Mais les impérialistes ont fourni leurs armes : dès 1949 l'OTAN est créée. En 1954, par les accords de Paris, le réarmement allemand (de la RFA) est autorisé. En riposte, le camp socialiste décide le réarmement de la RDA et la création du Pacte de Varsovie.

Les armes sont aussi économiques et politiques : la « Communauté Economique Européenne », fondée dans les années 50, est une étape dans la fusion et la concentration du capital financier européen, qui relève la tête après sa défaite. Cette Europe capitaliste en gestation remet en selle les grands groupes allemands qui ont prospéré sous le fascisme : AEG, SIEMENS, KRUPP, BMW...

Le retour de la guerre en Europe avec la défaite du camp socialiste

Il fallut cependant la défaite du camp socialiste pour revoir surgir la guerre en Europe. A partir du moment où le rempart pacifiste que constituait l'URSS n'existait plus, l'Allemagne ne tarda pas à renouer avec sa politique expansionniste : la Yougoslavie fut le premier Etat à en faire les frais. En Slovénie et en Croatie, à l'époque Etats fédérés de la Yougoslavie, les forces nationalistes ont agi sous l'impulsion des revanchards allemands.

C'est au moment même de la fin de l'URSS, en décembre 1991, que le gouvernement Kohl reconnaissait l'indépendance de ces deux Etats séparatistes, très vite suivi par le Vatican de feu Karol Wojtyla : pour la première fois depuis 1945, le démembrement d'un Etat membre de l'ONU était organisé, pour le plus grand bénéfice de l'impérialisme allemand renaissant et de l'impérialisme américain, qui cherchaient à émietter en micro-Etats les pays de l'Est pour y pénétrer plus facilement. On sait que cette politique de dislocation de la Yougoslavie ne s'est pas déroulée pacifiquement, mais bien par le feu et le sang. En 1999, une nouvelle étape était franchie avec les bombardements de la Serbie, ce qui constituait la première intervention militaire de l'OTAN depuis 50 ans.

La résurgence du fascisme en Europe

L'anticommunisme, l'antisoviétisme a toujours fait le lit du fascisme. Or le spectre du communisme hante toujours les bourgeoisies en Europe! En témoignent les tentatives d'interdiction des symboles communistes en Europe (voir *Chantiers n°6*). En témoigne la réhabilitation ouverte des nazis dans certains nouvelles « démocraties » de l'Est européen entrées dans l'Union Européenne. Ainsi en Lettonie, les autorités de Riga, la capitale, ont de nouveau autorisé le 16 mars dernier la manifestation des anciens légionnaires de la Waffen SS, qui ont défilé, en grand

uniforme, sous les drapeaux à croix gammée. Ce défilé célébrant la création de la légion des SS lettons a lieu depuis 5 ans. De plus ces fascistes touchent des pensions militaires confortables, contrairement aux anciens détenus des camps fascistes, qui n'ont rien obtenu. La présidente de Lettonie, lors des cérémonies cette année à Auschwitz, a osé distribuer un livre sur l'Histoire de la Lettonie dans lequel le camp de concentration de Salaspils, connu comme « l'Auschwitz letton », figure sous le vocable de « camp d'éducation par le travail ».

Les Européens exigent aujourd'hui de la Turquie qu'elle reconnaisse le génocide arménien, mais personne ne s'inquiète du silence assourdissant de la Lettonie par exemple sur le génocide des juifs de Lettonie (sur les 85 000 qui vivaient dans ce pays, seuls 500 ont survécu à la guerre).

Se souvenir et continuer le combat

Rendre hommage à l'Union Soviétique, c'est rendre hommage à nos libérateurs, c'est rendre hommage au rempart de la paix pendant 50 ans. Dans un monde marqué par le retour des rivalités inter-impérialistes, par l'aggravation du chaos économique et social, nous devons nous souvenir des courageux combattants qui ont lutté contre la barbarie fasciste. Leur rendre hommage aujourd'hui, c'est s'engager dans la lutte pour arrêter le bras meurtrier des puissances impérialistes, c'est finalement renouer avec la perspective du socialisme.

**8 Mai 2005. Berlin
Les fascistes du NPD paraded en toute liberté dans la capitale réunifiée.**





Note de Lecture

Ma vérité - Slobodan Milosevic Editions Le Verjus

Le marxisme enseigne que la question nationale sert des intérêts contradictoires suivant le lieu, le moment et la classe qui la pose... Avant l'actuel démantèlement de l'ex-URSS, la destruction de la Yougoslavie fut une sorte de répétition générale opérée par les mêmes puissances impérialistes, avec toutefois moins de raffinement...

Dans ce brillant exposé face au TPI illégal de La Haye (2004), Slobodan Milosevic démontre preuves à l'appui comment l'Allemagne, l'UE et les USA ont armé les nationalistes fascistes slovènes, croates, bosniaques, albanais, reconnu illégalement les Etats sécessionnistes, entretenu et profité scandaleusement de cette décennie sanglante, comment en fait, ils ont tactiquement exacerbé des minorités nationales pour détruire l'indépendance nationale si gênante de la Yougoslavie en plein cœur de l'Europe ; diviser pour mieux régner en somme...

L'offensive UE-USA contre la Serbie elle-même, suivie de son occupation militaire, achèvent cette destruction, pendant qu'on accuse l'adversaire serbe d'être le fauteur de trouble ! Rappelant comment depuis le début du siècle l'empire germanique a créé et utilisé le mythe de la « Grande Serbie » (son adhésion à la fédération yougoslave était pourtant une preuve de son non-expansionnisme) pour garder les Balkans dans son giron (c'est chose faite à présent !), Milosevic accuse à son tour ses adversaires d'avoir téléguidé l'UCK partisane d'une Grande Albanie « ethniquement pure », alors que les albanophones du Kosovo bénéficiaient de tous leurs droits démocratiques (presse, éducation, participation à l'exécutif).

Lorsque ces interventions claires et argumentées de Milosevic commencèrent à transformer l'opinion publique en Serbie et plus largement en Europe, on décida précipitamment d'interrompre leur diffusion télévisée... Quant aux « innombrables charniers » de kosovars massacrés par les serbes -comme les armes de destruction massive en Irak-, on les cherche encore...

Pour vous procurer ce livre, contacter le Cercle Henri Barbusse : cerclebarbusse@wanadoo.fr

Sétif, il y a soixante ans : LE MASSACRE COLONIAL FRANCAIS DU 8 MAI 1945



Le 8 mai 1945 reste pour les peuples du monde le symbole de la victoire contre la barbarie nazie. Il est malheureusement aussi pour la France le symbole de la violence coloniale. Le jour où les peuples du monde fêtaient leur victoire contre la « bête immonde », l'armée française entamait un massacre de plusieurs dizaines de milliers d'Algériens dans la région de Sétif.

Le crime de ces algériens était d'avoir simplement exigé l'indépendance de leur pays à l'exemple de ce qu'avaient fait les résistants français en s'opposant les armes à la main à l'occupation allemande. Que s'est-il passé ?

Le 8 mai 1945 des milliers d'Algériens qui ont participé aux combats contre le nazisme se rassemblent dans les rues de Sétif afin de déposer une gerbe au monument aux morts de la ville et d'exiger le droit à l'indépendance de leur pays. Pour ces algériens la victoire contre le nazisme est justement associée au droit à l'autodétermination. La place prépondérante prise par l'URSS dans la lutte antifasciste a pour conséquence une montée en force des idées nationalistes et du mouvement de libération nationale dans l'ensemble des colonies. La réaction du gouvernement français est de tirer sur la foule et de poursuivre



dans les jours qui suivent un massacre de grande ampleur. L'armée française, la légion étrangère et des milices de colons créées pour l'occasion participent à ce massacre qui dure pendant huit semaines dans tout le constantinois. L'histoire officielle tentant de minimiser ce crime évalue à 1500 victimes le bilan, alors que les historiens algériens l'évaluent eux à 45 000. Au-delà du chiffre exact c'est plusieurs dizaines de milliers de manifestants et de simples citoyens qui sont assassinés par le colonialisme passé. Le grand écrivain Kateb Yacine alors âgé de 16 ans dira que c'est cette violence qui forgea définitivement sa conscience nationaliste.

Tout commence par un cortège pacifique de 7000 à 8000 personnes. Un jeune homme de 20 ans désigné par les nationalistes brandit un drapeau algérien. Refusant de le baisser, il est immédiatement abattu ainsi que le maire de la ville qui tente de s'interposer. La troupe tire alors sur la foule. Celle-ci se disperse et s'attaque aux colons européens tuant 27 d'entre eux. La nouvelle se répand immédiatement dans les campagnes environnantes et les paysans se soulèvent dans plusieurs dizaines de villages du Constantinois, mais aussi





à Blida, dans l'Algérois, dans l'Oranais, etc. Le 9 mai le sous-préfet Butterlin donne l'ordre à l'armée de terre et à l'armée de l'air d'entrer en action. Des milices sont mises en place et organisent la « chasse à l'arabe » tuant sans sommation des dizaines de milliers d'Algériens, brûlant des émeutiers, torturant à mort des prisonniers, tuant des enfants et des femmes enceintes.

Au moment où le gouvernement Raffarin fait voter une loi reconnaissant « l'œuvre positive de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord », les communistes et l'ensemble des anti-impérialistes doivent se mobiliser pour faire connaître ce crime colonial, comme celui de Madagascar deux ans plus tard et comme des dizaines d'autres.



La loi n° 2005-158 publiée au journal officiel du 24 février est révisionniste et négationniste. Elle prévoit une modification des programmes scolaires pour que soit enseignée « l'œuvre positive » de la colonisation.

Elle prévoit également une indemnisation des anciens membres de l'O.A.S. condamnés pour leurs activités fascistes. Nous devons nous mobiliser pour son abrogation comme le font les enseignants d'histoire qui déclarent dans une pétition entrer en résistance civile avec le mot d'ordre « Je n'enseignerai pas le bon temps de colonies ». Faisons massivement signer cette pétition en envoyant un mail à l'adresse :

loicolonies.secondaire@laposte.net

LA MARCHÉ DES INDIGÈNES DE LA RÉPUBLIQUE :

renouer avec les traditions internationalistes du peuple de France

A l'initiative de militants progressistes de diverses organisations ou non organisés l'appel « Nous sommes les indigènes de la République » a réuni en quelques semaines plusieurs milliers de signatures.

Le succès de cet appel a provoqué immédiatement une véritable haine médiatique. Les grands quotidiens nationaux et les principaux hebdomadaires ont présenté cette initiative comme « communautariste », « anti-républicaine », « racisme anti-blanc », etc. La LCR, LO et le PS pour leur part ont condamné cet appel en le présentant comme « diviseur » de

la classe ouvrière et/ou soutien à l'intégrisme.

La Coordination Communiste soutient cet appel car il marque une avancée de la prise de conscience internationaliste dans notre pays qu'il convient de renforcer et de développer.

Que dit cet appel ?

Que les jeunes français issus des ex-colonies sont victimes de discrimina-

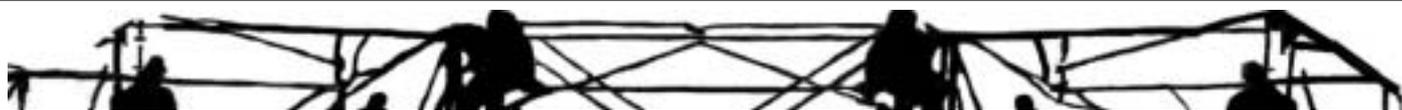
tions et de précarisations massives. Comment contester ce fait avéré par toutes les études sociologiques récentes. La bourgeoisie en pleine remondialisation segmente le marché du travail et utilise les jeunes français issus de l'immigration comme cobayes des nouvelles formes de flexibilisation et de précarisation du travail pour ensuite les

Les liens qui attachent à la France les Etats Associés...



Dessin & commentaires de l'humaniste Jean Effel voici 50 ans.

Ainsi l'occupant français traite ses peuples asservis (prononcer : associés). Notre « libre entreprise » et son gouvernement n'ont rien à envier aux businessmen américains sous les rapports de la tartufferie et de la sauvagerie. Quarante-vingt mille victimes, pour la seule île de Madagascar, en mars 47. De Tananarive à Casablanca, du Fezzan à Pondichéry, c'est en français que s'écrit « Go home ».



généraliser à l'ensemble du monde du travail.

Que les quartiers populaires en général et ceux à forte composante issue de l'immigration (les fameuses banlieues) sont l'objet d'une véritable diabolisation et d'une mise sous surveillance policière permanente. Ce constat est également une évidence. La crainte de mouvements sociaux pousse la classe dominante à une répression des activités militantes, à une restriction des libertés démocratiques et plus globalement à une surveillance policière des milieux populaires et de leurs territoires d'habitation.

Que la situation faite à l'immigration est scandaleuse : non régularisation des sans-papiers, immigrés présents de longue date à qui on refuse le droit de vote, remise en cause de la carte de séjour de 10 ans pour des cartes de 1, 3 et 5 ans, etc. La déstabilisation et la précarisation de la partie immigrée de la classe ouvrière est à l'évidence un outil pour freiner l'union de l'ensemble des travailleurs.

Que la France a été et reste un état colonial. Il suffit de tourner le regard vers la Côte d'Ivoire et le Togo pour ne prendre que les deux exemples les plus récents pour s'en convaincre.

Qu'il faut exiger la reconnaissance comme crime des massacres coloniaux à Sétif en 1945, à Madagascar et au Sénégal en 1947, etc. Pour nous qui sommes internationalistes cela va de soi.

C'est la clarté de cet appel et l'écho qu'il a eu qui fait hurler les « chiens de garde » de la classe dominante. Notre réponse doit être claire : Tout faire pour que la marche des indigènes de la république prévue le 8 mai prochain soit un succès. Marx soulignait déjà à propos de l'Angleterre que la division entre irlandais et anglais était un outil efficace de division du monde du travail. A nous de conscientiser les travailleurs de ce pays toutes origines confondues pour refuser toute division. Vive l'internationalisme et l'anticolonialisme !

Criminalisation de l'action syndicale :

Dix ouvriers de la mine d'Imini au Maroc condamnés à 10 ans de prison ferme.

Le 15 avril 2004, la direction des mines d'Imini-Ouarzazate formait une milice de plus de 120 personnes étrangères à la mine qui comptait dans ses rangs des chômeurs, des enfants mineurs, des vagabonds et des récidivistes. Cette milice a été mobilisée de Ouarzazate et transportée à bord d'un camion aux mines d'Imini dans le but d'agresser les 134 ouvriers CDT et casser le *sit in* qu'ils observaient depuis le mois d'octobre 2002 en protestation contre l'institution du travail à temps partiel débouchant sur la réduction des salaires de moitié.

La méthode barbare adoptée par le patron de la SACEM pour mettre un terme au conflit social sévissant à la mine depuis plus d'un an au même titre que le procès injuste et inéquitable dont ont été victimes les six travailleurs incarcérés, ont été dénoncés avec vigueur et véhémence. Un vaste mouvement de soutien et de solidarité a réussi à mobiliser autour des mineurs incarcérés les militants de tous horizons, au-delà de leurs clivages idéologiques. Ainsi, des comités locaux et régionaux de soutien ont vu le jour à Lille, Bruxelles, Amsterdam, Ouarzazate, Casablanca, Rabat, Marrakech, Safi, Meknes, Khenifra, Midelt, Mrirt, Guercif, Fes, Agadir, Zagora, Skora, Kelaa Mgouna, Boumalene Dades, Tingir, etc. Des communiqués ont afflué de partout ; du Maroc, la France, la Belgique, la Hollande, l'Espagne, l'Allemagne, la Tunisie et de la Palestine, etc. Des actions militantes et contestataires ont été menées massivement dans différentes régions du monde ; criant à l'injustice, à l'intolérable et au scandale dans des rassemblements, meetings, sit in, grèves, caravanes solidaires, marches contestataires sous le même mot d'ordre : la liberté aux six travailleurs incarcérés !.

Le 11 Mars 2005 s'est créé à Lille un comité régional Nord-Pas de Calais de soutien aux mineurs marocains des mines d'Imini-Ouarzazate.

Sensibilisée et scandalisée par cette injustice flagrante et cette criminalisation de l'action syndicale, la Coordination Communiste a répondu présente à cette initiative et a témoigné sa solidarité aux camarades marocains en lutte pour la libération immédiate des six syndicalistes emprisonnés, et le respect du droit syndical.

Une soirée de solidarité fut organisée le 01 Avril 2005. De nombreux camarades de la Coordination étaient présents. Ce fut l'occasion de rencontrer les camarades mineurs marocains du Nord-Pas de Calais qui luttent dans leur association (AMMN) pour défendre les droits des anciens mineurs ici en France et des mineurs en lutte au Maroc.

Lors de cette soirée-débat, la coordination communiste a réaffirmé sa solidarité et son soutien à cette lutte et s'est engagée à poursuivre sa mobilisation la plus large possible.

Le lundi 18 Avril nous apprenions avec une grande joie la LIBERATION des six mineurs marocains.

**Camarades, ICI et AILLEURS, seule la LUTTE PAYE !
La lutte continue !!!**





31 avril 1975 : 30^{ème} anniversaire de la chute de Saïgon

***Un petit peuple du fin fond de
l'Asie triomphe de deux des plus
puissantes armées du monde...***

En 1954, « l'œuvre positive de la présence française » en Indochine que les professeurs d'histoire devront bientôt enseigner à nos enfants se solda par une victoire héroïque de millions d'opprimés, après des années de lutte contre le colonisateur français.

Le Front Uni de Libération Nationale avait été dirigé par les forces communistes dont le courage, le travail, l'efficacité suscitaient la confiance du peuple et la panique du bloc impérialiste : Il fallait à tout prix éviter que la nouvelle vague de révolutions socialistes consécutive à la seconde guerre mondiale ne déferle sur l'Asie du sud-Est...

Le Vietnam fut divisé en deux : Au nord une République Démocratique avec à sa tête le glorieux communiste Hô Chi Minh, au sud une « république » fantoche dont le chef d'Etat pro-USA, Ngô Dinh Diêm, conquit le pouvoir grâce à des élections notoirement truquées.

Les accords de paix prévoyaient pour 1956 une élection visant à réunifier le pays, mais l'évidence du soutien

populaire aux forces communistes du FNL (Front de Libération Nationale Sud-Vietnamien) invita Diêm à l'annuler purement et simplement, en accord avec la Maison Blanche. La victoire par les urnes désormais impossible, une guérilla s'installa et se développa au sud.

En 1964, un demi-million de G.I. épaula le tyran dans sa répression sanguinaire contre le FNL. Ouvriers de



Saïgon, paysans des rizières, intellectuels et bouddhistes y sont chaque jour plus nombreux, malgré les bombardements, l'extermination de villages entiers et les camps de travail qui se multiplient dans les campagnes.

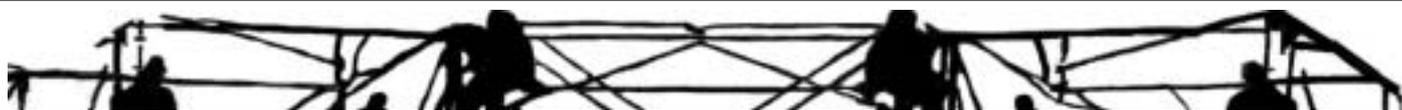
En 1968, alors que les contre-révolutionnaires croient avoir écrasé le Viêt-Cong, les forces nord-vietnamiennes conduites par le valeureux général Vo Nguyen Giap lancent une offensive de grande ampleur qui sur-

prend la coalition et la force à négocier. Parallèlement, aux USA des mouvements anti-guerre et internationalistes s'amplifient à mesure qu'on découvre l'étendue des massacres de civils, hommes, femmes, enfants et vieillards, perpétrés par les G.I. et la détermination du mouvement populaire vietnamien depuis tant d'années...

Johnson est contraint d'annoncer un retrait partiel de ses troupes. Son successeur à la Maison Blanche Richard Nixon, s'emploiera à « vietnamiser » ce conflit interminable et ruineux : en clair, poursuivre le harcèlement sous une forme plus dissimulée et militariser davantage l'armée contre-révolutionnaire locale.

Face au lamentable enlisement de sa puissance militaire, Washington tente en 1972 une fuite en avant ; l'US Air Force pilonne massivement le Nord-Vietnam et décime sa population pour forcer d'urgence l'ennemi à négocier. Incapables de détruire les forces révolutionnaires, les USA veulent au moins stabiliser les frontières de leur allié tout en se désengageant progressivement du « borbier ».





En mars 1975, le Nord-Vietnam déclenche sous la direction du général Van Tien Dung une imposante offensive contre le régime du dictateur Nguyen Van Thieu, successeur de Diêm. En un mois, les armées Sud-Vietnamiennes dispersées, elles-mêmes infiltrées par les communistes en liaison avec le maquis, sont réduites à l'impuissance jusqu'à l'encerclement final de Saigon, la capitale. Alors que des hélicoptères évacuent les dernières forces US, la ville capitule le 30 avril... Dans la future HôChiMinh-Ville, la « République Socialiste du Vietnam » est proclamée le 2 juillet 1976.

La défense des intérêts impérialistes et anti-communistes des Etats Unis dans cette région du monde a coûté la vie à cinq millions de vietnamiens dont quatre millions de civils. 20 000 enfants naissent encore chaque année avec des déformations causées par l'agent orange-dioxine.

Il y a fort à parier que ce désastre humain désertera vite, lui aussi, les livres d'histoire de nos enfants... Nous continuerons quant à nous de commémorer de telles victoires, comme nous soutiendrons les résistances nationales des « Vietnam » actuels et futurs... Qu'on s'en souvienne : **L'impérialisme, qu'il soit nord-américain ou -bientôt-européen, n'est pas invincible**



30/04/1975 - Les tanks des forces de libération défoncent le portail du Palais de l'Indépendance, occupé jusque-là par le gouvernement fantoche proyankee. C'est la débâcle, les impérialistes et leurs marionnettes fuient les lieux par hélicoptères

ROBOTS TUEURS : SOLDATS CHOMEURS MAIS BUSHERIES MAJEURES

L'armée américaine avait présenté fin janvier ses premiers robots armés, destinés à des missions militaires. Elle vient d'en envoyer 18 en Irak pour des opérations terrestres.

A l'abri, 500 mètres derrière eux, des soldats les dirigent par télécommande avec un joystick. Dans la ligne de visée des concepteurs : mobilité, puissance de feu et protection, trois paramètres antagonistes pour l'homme qui se bat. Par exemple, mieux protégé, il est alourdi par la carapace pare-balles et perd de la mobilité.

Ces robots, appelés **Swords** pèsent 90 kg, sont équipés d'un fusil mitrailleur tirant 700 à 1 000 balles par mn, disposent d'une autonomie de 4 à 6 heures et se déplacent à 6,6 km/h.

Les autorités militaires se plaisent à comparer les **Swords** aux soldats en chair et en os : ils n'ont besoin ni d'entraînement, ni de nourriture, ni d'habillement. Ils peuvent être rangés dans des entrepôts entre-deux-guerres.

Froids comme l'acier, insensibles à la douleur, sans cœur, ils ne se plaignent jamais, et il n'y a pas de lettres à écrire à leurs familles s'ils rendent l'âme sur les champs de bataille. Finis les frais de cercueils !

Un tournant dans l'art de la guerre ?

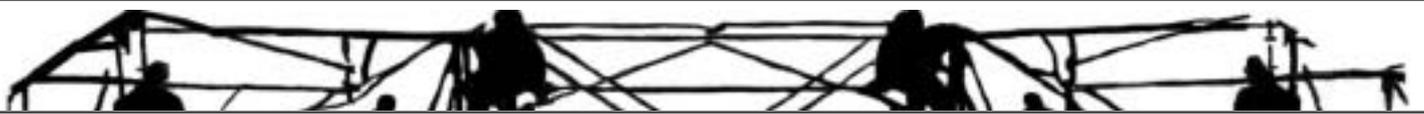
Non, car le vrai changement aura lieu lorsque les robots prendront de l'autonomie. Selon John Pike, directeur de globalsecurity.org, un centre de recherches US, c'est pour la fin de la prochaine décennie : « **Les humains leur donneront une mission, qu'ils exécuteront. Par exemple : vous devez nettoyer cet immeuble, et vous êtes autorisés à tuer tous les humains de plus de 1.30 m s'y trouvant.** » Si la tentation de fabriquer des robots autonomes est très forte, explique-t-il, c'est



parce qu'ils permettront enfin de résoudre un des principaux casse-tête de la guerre : le fait que les soldats ont énormément de mal à tirer sur d'autres humains. « **A la différence de ce qu'on voit dans les films, ils ne déchargent pas souvent leurs armes, et lorsqu'ils le font, ils tirent souvent sans vraiment viser l'ennemi. Leur instinct naturel les pousse à ne pas faire souffrir, ni tuer. Une bonne partie de la formation des soldats de l'infanterie consiste à les déconditionner pour les rendre capables de tuer. Mais c'est très difficile. Les robots eux, seront sans merci, sans remords.** »

Difficile de déconditionner des êtres humains, certes, mais pas impossible ?





La méthode pour former « un bon tueur » ? *Le fun, le plaisir.* S'exprimant en public, mardi 2 février à San Diego, le Lt. Gen. US James Mattis a déclaré : « **Actually, it's a lot of fun to fight, on s'amuse bien à se battre, c'est vachement marrant... C'est réjouissant de tirer sur des gens. Je serai au premier rang avec vous, j'adore la bagarre.** »

Il a poursuivi : « **Vous allez par exemple en Afghanistan. Là-bas, vous avez des gars qui cognent des femmes pendant cinq ans parce qu'elles ne portent pas le voile. Vous savez, quoi qu'il en soit, des mecs comme ça n'ont plus d'honneur. Alors c'est drôlement rigolo de les tirer.** » Le général parlait devant des spécialistes de la communication et de l'informatique dans les Forces armées. L'auditoire a beaucoup ri et longuement applaudi.

Retour aux robots tueurs ! Selon un prof de l'US Army War College de

Pennsylvanie, « **les progrès de l'intelligence artificielle sont tels que dans deux ou trois décennies, on sera en mesure de faire des robots techniquement capables de prendre des décisions autonomes complexes, des décisions morales.** »

PRONOSTIC ! Bush compte sûrement sur les **Swords** pour réduire le nombre de **GIs** tués en Irak (plus de 1600 depuis le début de la guerre, en mars 2003) et diffuser l'image d'une cyber-guerre « plus propre, plus humaine ». Mais gageons que ces nouveaux engins de mort ne viendront jamais à bout des vaillants peuples en chair et en os. Et qu'ils produiront à terme aux USA des légions de chômeurs parmi les fantasmes américains. Des victimes collatérales de la robotisation militaire.

PREDICTION ! Robocop Terminator Schwarzenegger finira un jour par occuper la Maison Blanche.

REVE UN PEU FUN ! Vous imaginez de tels robots pour nettoyer les succursa-

les du MEDEF, la Bourse et les Salons de l'Elysée ! Positive mission : éliminer les fumeurs de gros cigares ! Attention aux bavures, car si tous les patrons fument des cigares selon l'imagerie populaire, tous les fumeurs de cigares ne sont pas des patrons.

AVERTISSEMENT ! Ne laissez surtout pas vos enfants et petits-enfants devenir esclaves de leur joystick, ils pourraient être recrutés un jour -à l'insu de leur plein gré- dans les armées virtuelles du futur comme pilotes CDD de robots tueurs, ou alors faites-en des hackers ingénieux et révolutionnaires, qui sauront retourner le canon du robot tueur vers l'envoyeur.

CERTITUDE ! face aux technologies militaires les plus perfectionnées des riches, les pauvres détiendront toujours l'ARME ABSOLUE ET REDOUTABLE de la guérilla et de la résistance populaires ! Jusqu'à aujourd'hui, la seule arme garante de la justice et de la paix sur terre.



Le Liban, une pièce stratégique dans l'ÉCHIQUIER MOYEN-ORIENTAL

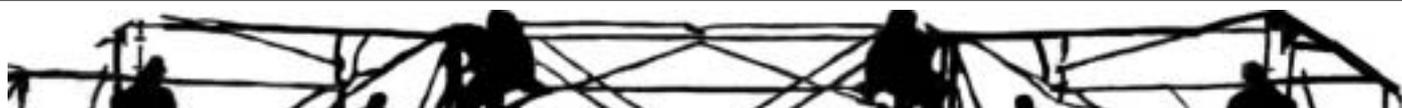
L'ASSASSINAT DE L'EX-PREMIER MINISTRE LIBANAIS RAFIC HARIRI, RAVIVE DE NOUVEAU LE SPECTRE DE LA GUERRE AU LIBAN.

Ce pays, sorti exsangue d'une guerre civile qui a duré près de 15 ans (1975-1989), a le malheur de se trouver dans cette zone géographique stratégique du Proche-Orient, avec Israël à la frontière sud. Les accords de Taëf, qui ont mis fin à la guerre civile le 22 octobre 1989, ont permis la mise en place d'un processus qui prévoyait un désarmement progressif des milices et une révision de la constitution de 1943, réforme promulguée le 21 septembre 1990 devant aboutir à la suppression graduelle du confessionnalisme politique (chrétiens maronites, musulmans chiites et sunnites). Le pouvoir libanais est en effet construit sur un équilibre très fragile selon ces confessions : président maronite, premier ministre sunnite et président de la chambre des députés chiite. Par ailleurs, la supériorité numérique des chrétiens à la chambre, non représentative d'un point de vue démographique, devait

être supprimée et remplacée par une parité entre chrétiens et musulmans.

La Syrie, acteur essentiel dans ce conflit, a, à cette époque, défait le général Aoun (et son éphémère Armée de Libération) soutenu par la France. La Syrie a imposé ce que les médias ont appelé la « pax syriana », avec la bénédiction des USA et le silence d'Israël, qui continuait d'occuper le sud du Liban.

Nommé une première fois en septembre 1992, Hariri est écarté du pouvoir en 1998 par le président Lahoud, mais il revient en 2000 après des élections législatives triomphales. Étrangement, à cette époque, personne ne remettait en cause la légalité de ces élections pour cause de présence syrienne. Dans l'euphorie générale de la reconstruction, aucune discussion entre gouvernement libanais et pouvoir syrien n'a été amorcée pour discuter du retrait de l'armée syrienne tel que prévu dans les accords de Taëf. Mr Rafik Hariri affirmait même en novembre 2000 dans En Nahr, quotidien libanais que « *blâmer la Syrie pour les problèmes du Liban ne cor-*



respond pas à la réalité... Sans la Syrie il aurait été impossible de parvenir à la stabilité », position qu'il a toujours défendue depuis son accession au pouvoir en 1992.

Cette stabilité, pour toute la communauté internationale, était le résultat de la présence syrienne. Pourquoi alors dès l'annonce de l'attentat, un doigt accusateur a tout de suite désigné la Syrie comme auteur ? Quelles raisons la Syrie aurait elle de perpétrer ou de commanditer un tel attentat ?

A QUI PROFITE LE CRIME ?

3 événements majeurs vont modifier la donne et redistribuer les cartes dans cette région :

- **Le retrait précipité d'Israël du Sud Liban** en mai 2000 après l'effondrement de l'ALS défaite par les milices chiites du Hizb Allah. Cette victoire sur Israël est sans précédent et accredit ce mouvement d'une aura que Jospin, on s'en souvient, a appris à ses dépens, lors de sa visite en Palestine. Ce retrait du Liban sud fragilise évidemment Israël sur sa frontière Nord, le Hizb Allah continuant ses actions militaires dans cette zone. Israël rend la Syrie responsable de ces attaques et l'a menacée à plusieurs reprises de représailles.

- **Les attentats du 11 septembre 2001** ont conduit les Etats-Unis à établir une liste de pays dits de l'axe du Mal. Dont la Syrie fait partie car, selon Washington, elle soutient des mouvements terroristes (mouvements pro-palestiniens, Hizb Allah. ...). Pourtant, le pouvoir syrien a collaboré et collaboré avec les services américains pour démanteler les réseaux d'Al Qaida. Cela n'a pas empêché le congrès américain de voter le 11 novembre 2003 le « Syria accountability Act » autorisant GWB à édicter les sanctions qu'il jugeait nécessaire. Les USA ont par ailleurs, à travers leurs alliés européens, imposé que les accords entre l'UE et la Syrie soient conditionnés par l'abandon de tout programme d'armes de destruction massive, ce qui constitue une première dans ce type d'accord !!!

- **La 2^{ème} guerre du Golfe et l'occupation de l'Irak par les USA et ses alliés** constituent un changement dans le rapport de forces en présence, car la Syrie est maintenant menacée sur son front occidental par Israël et sur le front Sud par les USA (frontière Irakienne). La Syrie est une cible probable avec l'Irak de l'impérialisme américain. Nul doute que la résistance Irakienne a permis de différer (pour combien de temps ??) l'agression américaine. Pour les USA, cet assassinat d'Hariri tombe aussi à pic pour forcer le retrait de l'armée syrienne et ainsi la fragiliser encore plus sur sa frontière occidentale !!

A ces événements majeurs, il faut évidemment ne pas omettre celui qui transcende toutes les questions dans cette région, à savoir la question palestinienne. Israël, malgré une politique de répression sans équivalent dans l'histoire moderne, ne réussit pas à mettre à bout la résis-

tance et la volonté d'un peuple qui lutte depuis maintenant 57 ans contre l'occupant israélien. Israël ne verrait pas d'un mauvais œil que les USA se focalisent sur la Syrie, qu'elle accuse d'apporter son soutien aux groupes palestiniens. Un tel attentat sert bien les intérêts israéliens. Par ailleurs, la question de l'eau est vitale dans cette région Le Golan représente un tiers des réserves en eau d'Israël, de par l'accès direct au lac de Tibériade et au Jourdain. On comprend qu'Israël ait annexé le Golan en 1982 et rechigne à s'en retirer.

On comprend bien que les syriens n'avaient aucun intérêt dans l'assassinat de Hariri. Bien au contraire comme le souligne Eyal Zisser, spécialiste de la Syrie au Dayan Institute de Tel Aviv « *C'est totalement illogique que la Syrie l'ait fait. Cela aurait été une décision stupide de sa part. Tout le monde la surveille, et elle n'a aucun intérêt à déstabiliser le Liban* ». En effet, le Liban est stratégique pour la Syrie car il constitue une zone tampon avec Israël.



Par ailleurs, les média-mensonges ont, comme à leur habitude, traité de cette question avec le traditionnel deux poids, deux mesures. En effet, aucun média n'a fait allusion à l'occupation du Golan Syrien par Israël depuis 1967, aux maintes résolutions de l'ONU exigeant le retrait d'Israël du Golan et des territoires palestiniens. Au contraire, tous ont fustigé la Syrie en mettant l'accent sur la nécessité du retrait de la Syrie du Liban. Plus encore,

se faisant l'écho de Washington et Paris, toute élection au Liban sous occupation syrienne serait, selon eux, entachée. On aurait bien aimé qu'ils réagissent de cette manière sur le simulacre d'élections en Irak, sous occupation militaire américaine. Une occupation sanglante qui charrie chaque jour son lot de victimes.

Cet assassinat d'Hariri et le retrait syrien relance aussi le projet d'une partition confessionnelle du Liban, que verraient d'un bon œil Israël et les USA : une partie chrétienne au Sud, « vivant en harmonie » avec Israël, et les musulmans au Nord, ce qui permettrait de régler en même temps la question des réfugiés palestiniens au Liban, condamnés à y rester définitivement. Il casse par ailleurs le projet d'une réunification autour du projet de grande Syrie, le Liban étant, faut-il le rappeler, issu du dépeçage de l'empire ottoman.

Le retrait syrien du Liban fragilise à coup sûr sa position. Nul doute que les USA et Israël ne s'arrêteront pas là. Au prétexte de l'assassinat d'Hariri succéderont d'autres prétextes, car dans le nouveau Moyen Orient que les USA veulent dessiner, il n'y aura de place que pour les Etats vassaux. **La Syrie, puis l'Irak mises au pas, après mise au pas de l'Afghanistan et de l'Irak, sera ainsi achevé l'encerclement de la Russie par le sud, un des objectifs inavoué du déploiement américain dans cette région.**





CUBA CONTRE LE BLOCUS

Il faut en finir avec cet état de siège économique permanent !

Le 27 mars 2005 à Lomme près de Lille s'est déroulée une conférence publique pour défendre Cuba Socialiste, sur l'initiative de la Coordination Communiste Nord-Pas de Calais. Etaient présents deux attachés de l'Ambassade à Paris, Maria-Eléna SILVA, première secrétaire de l'Ambassade, et Ariel Felipe GOMEZ, responsable à l'Education.

Les informations sur la réalité cubaine aujourd'hui ont été nombreuses et variées, illustrées par la projection d'un diaporama sur power point ; un débat s'en est suivi.

Les participants, nombreux pour un dimanche de Pâques, ont abordé beaucoup de sujets, comme par exemple, la démocratie à Cuba, les élections, l'Education, les rapports internationaux de Cuba avec la Chine, la Palestine, l'Amérique Latine, les cinq prisonniers cubains aux Etats Unis. A la plus grande satisfaction de l'assistance, nos deux amis cubains ont répondu sans détours et avec beaucoup de franchise à chacune des questions soulevées.

La projection a permis d'aborder les données historiques et économiques de Cuba depuis la révolution de 1959, nous rappelant que Cuba, pays socialiste avec à sa tête Fidel Castro, est toujours victime du blocus des Etats Unis, blocus le plus long de l'histoire et touchant les domaines financiers, économiques et commerciaux. Celui-ci est appliqué dès la victoire de la Révolution, élargi et renforcé par les 10 administrations nord-américaines qui se sont succédé de 1960 à aujourd'hui. Il est maintenant international puisque tout pays voulant faire du commerce avec Cuba est immédiatement sanctionné. L'île est interdite d'accès aux marchés internationaux, aux crédits et paye de 30 à 50% plus cher les denrées importées, surcoût dû au fait que

les navires qui accostent à Cuba sont interdits d'accès aux ports des USA durant six mois. La banque suisse USB s'est vu infliger une amende de 100 millions de dollars pour avoir accepté des transferts de fonds cubains. Par conséquent, le blocus provoque une situation de privations pour la population et empêche Cuba de se développer et de faire partager ses avancées, importantes toutefois, vers les autres pays du monde. Précision importante : 7 cubains sur 10 sont nés et vivent sous le blocus.

Malgré les nombreux obstacles, Cuba est un pays qui avance dans beaucoup de domaines. Il consacre une partie importante de ses ressources pour les recherches scientifique et médicale, notamment en biotechnologie : mise au point de vaccins (par exemple contre la méningite B : le premier au monde) et aussi des échanges solidaires avec les pays du tiers monde (Amérique Latine, Afrique, Asie). 24 000 médecins et techniciens de la santé partagent leur savoir dans 67 pays, ainsi que des enseignants qui aident à combattre l'analphabétisme, comme par exemple au Venezuela : 1 371 000 personnes, en Haïti : 150 000, au Nicaragua : 2 832, au Mexique : 14 000, et 46 000 continuent d'étudier à travers la radio et la télévision. Comme la médecine, l'éducation est entièrement gratuite pour tous et favorise la formation d'un haut niveau d'instruction des enfants. Ils assurent ainsi l'avenir du pays.

A cause du blocus, l'essor économique du pays est ralenti, mais reste sensible grâce à l'effort de tous. Son taux de croissance est en progression lente malgré les deux chutes dues à l'effondrement des pays socialistes de l'Est et la crise du 11 septembre.



Le président Fidel Castro a annoncé des initiatives qui permettront sous peu le redressement du système électro-énergétique national, l'amélioration du transport public, la construction de 100 000 logements et le perfectionnement de services de santé de première qualité.

La situation des cinq prisonniers cubains aux USA a été abordée. Cinq patriotes cubains injustement emprisonnés pour avoir infiltré des groupes terroristes de Miami afin de prévenir des actions criminelles contre Cuba. Par ailleurs, nous pouvons annoncer que l'épouse d'un des patriotes cubains viendra dans notre région dans les semaines qui viennent et nous l'accueillerons à cette occasion.

Fidel Castro dans son discours prononcé lors de la 50^{ème} session de l'assemblée générale de l'ONU en septembre 1995 déclarait : « *Nous voulons un monde (...) dans lequel n'existent pas de cruels blocus qui tuent des hommes, des femmes et des enfants, des jeunes et des personnes âgées, comme des bombes atomiques silencieuses.* »

Un riche débat sur Cuba: Michel, Brigitte, Régis et Jacques semblent plutôt satisfaits et promettent de remettre ça à bientôt.



A Lomme, toute la vérité sur Cuba par des cubains !



Majid de Radio Campus interviewe la camarade Maria Elena SILVA MIRANDA, 1^{ère} secrétaire de l'Ambassade en compagnie d'Ariel Felipe GOMEZ.

L'EUR EUROPE ... AVANT L'HEURE

Quelques infos qui font froid dans le dos. Sommes-nous revenus aux temps du Service du Travail Obligatoire dans la France occupée, de la vente aux esclaves à Rome, des galériens et des forçats du travail ?

On savait qu'on pouvait délocaliser les entreprises et les machines, maintenant c'est les salariés que l'on délocalise.

Le 4 avril dernier, 9 salarié(e)s faisant l'objet d'une procédure de licenciement sur les 38 que compte l'entreprise Sem Suhner, spécialisée dans la fabrication de bobines électriques à Schirmeck (Bas Rhin) ont reçu une lettre leur proposant un reclassement dans une entreprise en Roumanie pour 110 euros bruts par mois. La rémunération est légèrement supérieure au SMIC roumain, fixé à 80 euros, mais le salaire moyen d'un employé roumain s'élève à 160 euros. Un avocat spécialiste du droit souligne que « si la proposition de cet employeur peut paraître indécente, elle est inscrite dans le Code du travail ». Ayant pour la plupart 20 ans et plus d'ancienneté, ces employé(e)s ont refusé cette offre scandaleuse. Qui nous dit que demain, ces propositions ne deviendront pas des somnolances !

Il y a déjà des émules et les enchères montent : l'entreprise bretonne Marc Sauer SA vient de proposer 117 euros bruts à ses salariés s'ils veulent suivre la délocalisation à l'île Maurice.

C'est maintenant outre-mer, à des milliers de km qu'on voudrait expédier les « bénéficiaires » des plans « sociaux ». Des salariés de l'entreprise de connectique Amphenol Socapex de Dôle, où 78 emplois sur 116 viennent d'être supprimés, se sont vu proposer des reclassements dans les usines du groupe en Chine et au Mexique à 2 euros de l'heure, a indiqué Alain Grenet, ex-délégué CGT, avec un aller-retour en avion par an pour la France. Basée aux Etats-Unis et employant plus de 10 000 personnes dans le monde, Amphenol est l'un des leaders dans la fabrication de connecteurs, notamment pour le marché militaire.

Le PDG de Sem Suhner est un précurseur. Délocaliser les travailleurs plutôt que les usines, ça va coûter encore moins cher aux actionnaires...

Sur www.jobdumping.de : du boulot à prix cassé ou que le plus bas salaire gagne !

Internet peut tout, même faire baisser le chômage ! Un site s'est monté en Allemagne, sur le modèle d'e-bay. Mais cette fois, il s'agit d'hommes qui sont le produit de la vente. Le principe : une annonce de job est publiée, les chômeurs proposent un salaire pour lequel ils sont prêts à faire ce job, et les enchères peuvent baisser jusqu'à 3 euros de l'heure ! Et même 1 euro pour les intérimaires. Le salaire de la honte !

Gagnera le boulot, celui qui aura accepté de travailler aux meilleures conditions pour l'employeur.

Actuellement, ce marché malsain et totalement vicieux porte uniquement sur des petits boulots temporaires sans qualification. Mais pourquoi s'arrêterait-il en si bon chemin ? Cette nouvelle trouvaille du patronat exploite l'état de désarroi, de désespoir dans lequel se trouvent certains rejetés de l'économie allemande (plus de 5 millions de sans-emploi en RFA – on nous a présenté longtemps ce pays comme le must du progrès social !).

Pour l'instant, le site n'existe qu'en Allemagne. Il devrait arriver chez nous cet été. Interrogé sur ses ambitions françaises, Fabian Loew, son concepteur déclare : « L'économie et le marché du travail sont pratiquement dans le même état en France qu'en Allemagne, et nous allons bien sûr essayer d'aider les Français à gérer par eux-mêmes (tiens, tiens l'autogestion, une vieille idée gauchiste reprise par les vautours capitalistes! ndr) leur situation face au chômage.

Jobdumping préfigure-t-il l'ANPE du futur : moderne, transparente, sauvage, efficace ? Celle dont rêvent les patrons pour casser les salaires encore trop élevés.

Il est plus qu'urgent de modifier l'un des articles de la déclaration des Droits de l'Homme :

« Aucun homme ne peut mettre en esclavage un autre homme pour son propre intérêt et cela même avec l'accord ou la complicité de ce dernier »

Bracelets électroniques pour fliquer les chômeurs de longue durée !

Le ministre de la justice du Land de Hesse (Allemagne) a suggéré sur son site internet que les chômeurs de longue durée portent au pied un bracelet électronique, afin de les contraindre à davantage de discipline en vue de retrouver un



emploi. « Un bracelet électronique leur offrira comme aux toxicomanes sous thérapie une chance de retrouver une vie quotidienne réglée et de se voir proposer un travail » écrit le conservateur Christian Wagner. « N'oubliez pas que beaucoup d'entre eux ont perdu l'habitude de vivre à des heures normales et compromettent ainsi leurs chances de travailler ou de se former. Cette surveillance peut constituer pour eux une aide importante ».

A croire qu'être chômeur signifierait être un criminel, que l'on enferme aux règles du contrôle, faute de places en prison ? Le chômeur serait indiscipliné et ce serait donc pour cela qu'il ne trouve pas de travail.

Réactions spontanées d'internautes :

« Faire porter un bracelet électronique sous prétexte qu'on est sans-emploi est un acte discriminatif. Tant qu'il y est, pourquoi pas la solution finale ? Les chômeurs à la chambre à gaz ! C'est écoeurant ! N'oubliez pas que la CDU (Parti de Wagner) c'est l'équivalent de l'UMP. Leurs thèses sont proches...»

« Voilà que se profile la race des sous-hommes. Ils commencent à vouloir faire le tri, ce n'est que la suite logique de leur plan. Normal, à force de maintenir une grosse partie de la population dans la précarité, ils se disent qu'il faut aussi la fliquer car elle pourrait se révolter. Le système a commencé par les cartes à puces, les vidéo-surveillances aux quatre coins des villes...un bracelet électronique aux pieds pour tous les précaires, pour finir par un tatouage ou chose similaire que chaque être humain portera gravé dans ou sur sa chair. Peuple, réveille-toi, reste vigilant, résiste, lève-toi. Des gens dans le passé se sont battus pour une société plus juste et tous leurs projets se sont envolés, s'envolent encore, tous nos acquis fondent comme neige au soleil pour l'intérêt d'une poignée... »

Lycéens : La lutte continue !

Personne n'ignore l'ampleur du rejet qu'a suscité la loi Fillon auprès des lycéens, des personnels d'Education et des parents d'élèves. Chez les lycéens, un mouvement d'une rare détermination a émergé et s'est installé dans la durée contre une école de classe, qui se donne pour objectifs de caporaliser les établissements scolaires, d'adapter mieux encore l'éducation aux exigences patronales et de laisser aux jeunes un bac au rabais à l'heure où, pour trouver un travail décent, il faut un niveau de qualification de plus en plus élevé... Nous avons rencontré des lycéennes qui depuis quelques mois ont acquis une expérience concrète et lucide de ces luttes massives dans la métropole lilloise.

Laudine : « Nous luttons tout d'abord contre les suppressions de postes, la dégradation des conditions de travail dans les lycées avec la suppression de postes d'enseignants, d'aides-éducateurs, de surveillants ».

Marie-Eve : « On supprime des options, contre l'avis des élèves, et le bac va devenir de plus en plus difficile à obtenir (...) Le bac ne vaudra pas la même chose d'un lycée à l'autre, les bacheliers ne seront pas traités avec égalité. »

Le gel de certains aspects de la loi jusqu'aux vacances scolaires est vécu comme une provocation, néanmoins « le fait que Fillon ait fini par accepter de recevoir une délégation de la FIDL et de l'UNL [syndicats lycéens] est en soi une victoire » (Laudine). Les formes de lutte ont évolué au cours du trimestre, après les manifestations massives, les occupations de lycées et les sit in persistent. Laudine : « Nous organisons les liens entre lycées

par Internet. Dans notre lycée, on colle des affiches pour mobiliser les élèves ». Marie-Eve : « On essaye de nous empêcher de rallier les collégiens de troisième, qui seront pourtant vite concernés par ces changements ». Laudine : « On dit facilement des lycéens qu'ils sont manipulés par les profs ; c'est faux ! ». Les pri-



Des collégiens menottés aux lycéens matraqués : le "rôle positif de la France" continue!

ses de conscience des lycéens mobilisés étant par la force des choses hétérogènes « On interviewe souvent ceux qui sont le moins au courant, pour nous discréditer et nous infantiliser » (Laudine).

Ces jeunes ont bien pris conscience que les restrictions budgétaires ne concernent pas la seule Education Nationale, mais l'ensemble du service public français. Cette conscience s'est aiguisée au cours des luttes et de leurs transformations, des victoires et des défaites. « Les répressions policières particulièrement musclées à Lille, mais aussi partout en

France, nous ouvrent les yeux sur des problèmes plus larges, des causes nouvelles à défendre. » (Laudine).

Ainsi quand on a annoncé que les élèves de terminale nés après le mois de février (qui sont statistiquement majoritaires) n'auraient pas le droit de voter au prochain référendum sur la constitution européenne, les lycéens ont réagi très vivement : il est clair que la grande majorité d'entre eux auraient voté non, faisant le lien entre la casse actuelle du service public et les directives européennes qui l'encadrent et l'encadreront mieux encore à l'avenir... Parallèlement, Yves Gazzo, représentant en France de la Commission Européenne, adresse le 17 mars dernier à tous les proviseurs de lycée un véritable document de propagande pour le oui, explicitement destiné aux élèves de terminale, c'est à dire aux élèves en âge de voter : cette audacieuse propagande, financée par les fonds publics (et non par les partis partisans du oui bien sûr !) porte atteinte au principe de neutralité scolaire (art L141.1 du Code de l'Education), appuyée par des documents ministériels en direction des CDI et des classes du secondaire (cassettes à passer aux élèves en cours d'éducation civique, documents « l'essentiel sur l'Europe », etc.)... L'Europe pacifique, l'Europe sociale, nos jeunes manifestants s'en souviennent bien : ils en ont encore des hématomes sur le dos !

Camarades lycéens, nous vous soutenons fermement et vous félicitons pour votre lutte courageuse et opiniâtre !



Qui nous sommes

Nous sommes des militant-e-s agissant sur différents fronts (syndical, anti-impérialiste, associatif, ...) avec la conviction que nos luttes et nos revendications ne peuvent être complètement satisfaites dans ce système immonde qu'est le capitalisme. Il doit être renversé par la révolution, qui ouvrira la voie à une société débarrassée de l'exploitation ; la société communiste. Pour nous aider dans ce combat, nous nous appuyons sur la théorie marxiste-léniniste.

Organisé-e-s depuis 1991 au sein du PCF en tant que groupe révolutionnaire opposé à la dérive réformiste de ce parti, nous avons rompu en 2000 avec le PCF et œuvrons depuis à la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.

**Abonnez-vous !
Abonnez vos amis !**
Chantiers

Pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire
Prix du numéro : 1€
Abonnement (6 numéros + frais de port) : 10 €
Chèque à l'ordre de la Coordination Communiste
BP 51, 59007 LILLE CEDEX



"Génération papale non modifiée"